

LEO : les professionnels de la route remis au cœur du projet

TRANSPORTS Une réunion de travail a rassemblé élus, transporteurs et représentants du BTP autour de la Liaison Est Ouest. Objectif : intégrer les professionnels de la route dans les études et les choix techniques avant la réunion décisive du 27 juillet.

Dans la salle de La Bastide à Eyragues, lundi, Terre de Provence Agglomération avait souhaité mettre autour de la table ceux qui vivent la mobilité au quotidien : fédérations nationales de transport (représentée par Jean-Yves Astouin), des entreprises comme Barbero, Froid Combi ou le Grand Marché de Provence, des représentants du BTP, aux côtés des élus de l'agglomération et du Grand Avignon. Une façon claire d'affirmer que la Liaison Est Ouest ne se décidera plus sans les professionnels de la route.

En ouverture, Corinne Chabaud, présidente de Terre de Provence, a rappelé que la compétence "mobilités", portée par l'agglomération, l'oblige à être un interlocuteur privilégié des acteurs économiques. Les débats ont très vite posé le cadre : concilier développement économique et contraintes environnementales sans sacrifier ni l'un ni l'autre. Les professionnels ont insisté sur la nécessité de qualifier les flux plutôt que de raisonner uniquement en vo-

lumes, et sur le fait qu'une activité maintenue et optimisée reste la condition du financement des services publics sur le territoire.

Les transporteurs ouverts aux péages modérés

Le projet LEO a été présenté comme la pièce maîtresse d'un dispositif plus global pour désengorger les axes saturés autour d'Avignon, sécuriser un nouveau franchissement de la Durance et fluidifier les accès aux zones logistiques. La version 2, désormais conçue comme un boulevard urbain multimodal en 2x1 voie, avec giratoires à la place des échangeurs aériens et raccordement au giratoire de Rognonas, a été reconnue comme un compromis réaliste, capable de rassembler les collectivités et l'État.

Au fil de la réunion, Terre de Provence a détaillé ses engagements : participation au financement des travaux d'arasement de la Durance dans la phase 1, et enveloppe de 180 000 € votée pour lancer l'étude de l'échangeur de Cabannes, cofinancée à la même hauteur par le Département



Lors de la réunion, les transporteurs présents ont affirmé être disposés à participer aux financements, notamment via des péages modérés. / PHOTO D'ILLUSTRATION JÉRÔME REY

des Bouches-du-Rhône. Cet ouvrage est jugé stratégique pour désengorger la zone logistique et le pont de Bompas. Le maire de Rognonas a, lui, plaidé pour un barreau de liaison entre LEO 1 et LEO 2, afin d'éviter la traversée des camions au cœur de sa commune, un aménagement considéré comme technique-

mise foncière déjà acquise. Les échanges ont également élargi la focale à la multimodalité : développement du ferroutage, articulation avec le Service express régional métropolitain (Serm), montée en puissance du port d'Arles en synergie avec Miramas, et perspective de massifier les flux intermodaux entre Vau-

cluse et Bouches-du-Rhône. Les transporteurs présents ont réaffirmé leur disponibilité pour participer aux financements, y compris via des péages modérés, dès lors que la fiabilité des trajets et le temps gagné sont au rendez-vous. Corinne Chabaud a confirmé une réunion "très positive", utile pour rétablir la confiance après les blocages du passé et

pour montrer à l'État que les territoires avancent désormais d'une seule voix.

"Toutes les planètes sont alignées"

"Ils sont en train de voir que maintenant, toutes les planètes sont alignées", souligne la présidente d'agglomération, qui insiste sur la cohésion affichée entre la Ville d'Avignon, le Grand Avignon, le Gard et le Vaucluse, ainsi que sur la volonté de Terre de Provence d'associer systématiquement les professionnels aux études et aux décisions.

La prochaine étape est déjà fixée : la réunion technique du 27 juillet, sous l'égide de la préfecture, où seront abordés les contours techniques, la répartition des financements et la maîtrise d'ouvrage du projet. Pour Terre de Provence, cette séquence préparée avec les transporteurs routiers doit permettre d'arriver à cette échéance avec un socle commun solide et une parole unie, afin que la LEO avance enfin, au bénéfice des entreprises comme des habitants du territoire.

Jean-Louis MANIFACIER